

[paris-normandie.fr](http://www.paris-normandie.fr)

Une seule université en 2022 ? Le coup est parti

Fabienne Buccio, Denis Rolland et Hervé Morin n'auront pas prêché dans le désert. À Caen, [Pierre Denise](#) a déjà prévenu son conseil d'administration que le processus était en marche et le sujet sur la table. [Joël Alexandre](#) fera de même dès que le campus rouennais, en ébullition depuis quelques jours, aura retrouvé son calme.

Pour eux, il n'y a plus l'ombre d'un doute : l'enseignement supérieur normand n'échappera à la marginalisation qu'au terme d'une fusion de ses universités. Un terme qu'ils emploient d'ailleurs avec d'innombrables précautions en raison des échecs qu'ont connus plusieurs de leurs homologues à Rennes par exemple. « **On doit inventer notre propre modèle : un établissement unique mais en réseau** ».

« **Aux limites d'un système** »

L'idée couve depuis un moment. Mais elle a fini par s'imposer lorsqu'il s'est agi de mettre en musique le projet collectif conçu dans le cadre de la [ComUE](#), expliquent-ils. Pour le Caennais, l'ordinaire de la gestion s'apaise l'ambition « **contrariée quotidiennement par une multitude de petits verrous** ».

À Rouen, Joël Alexandre acquiesce « **On arrive aux limites du système sédimenté dans lequel nous évoluons** ». Les trois échecs successifs aux appels d'offres du programme des investissements d'avenir ont servi de détonateur... et de leçon « **Sans une meilleure intégration des unités de recherche, crever le plafond de verre se révèle impossible** ».

[Pascal Reghem](#) est circonspect

C'est donc au nom d'un principe de réalité que les deux présidents lancent le débat tout en insistant sur l'importance d'arrêter un calendrier. Eux estiment que la signature du prochain contrat de site début 2022 pourrait constituer « **une fenêtre de tir** ». Pour autant, les dés sont loin d'être jetés. Des réticences s'expriment déjà notamment à l'université du Havre où certains départements des sciences humaines freinent des quatre fers de peur de disparaître dans un grand tout.

« **On est tous d'accord pour mieux travailler ensemble. Mais est-il nécessaire d'aller jusqu'à une fusion ?** » s'interroge tout haut son président. Bien qu'il se dise prêt au dialogue, **Pascal Reghem** avoue redouter un scénario à la Lorraine (dont les universités ont fusionné). « **Nancy s'en tire bien mais on voit bien que Metz souffre** ».

Des craintes infondées, répond en écho le couple rouenno-caennais (ou caenno-rouennais comme on voudra). « **Connaissant les problèmes de mobilité de nos étudiants et l'éloignement des sites, une hyper spécialisation n'est pas envisageable** ».

Nota : comprendre, des doublons devront être maintenus au nom de la proximité.

Sans carburant, pas d'accélération

Ils ont beau se montrer rassurants, Pierre Denise et Joël Alexandre devront aussi faire preuve de beaucoup de persuasion s'ils veulent obtenir l'assentiment de leurs semblables rendus chatouilleux par l'impécuniosité des établissements.

Au reste, les intéressés en sont parfaitement conscients. « **Nous aurons du mal à convaincre nos communautés en l'absence de nouvelles perspectives financières. Si la fusion est vue comme un moyen de faire des économies, on court à l'échec** » insistent-ils.

Un message à peine voilé à l'intention du ministère mais aussi des élus locaux dont les patrons des universités rappellent qu'ils se sont montrés assez peu prodigues, au cours des années passées.

« **La Normandie plafonne en dixième position pour le montant des aides accordées par les collectivités à l'enseignement supérieur quand la Bretagne arrive à la septième place à population égale** ». Voilà qui a le mérite d'être clair.

Nota : il se murmure que Joël Bruneau, Luc Lemonnier et Frédéric Sanchez préparent une déclaration commune en faveur d'une fusion de leurs universités respectives. Ils sont donc invités à donner -aussi- quelques preuves d'amour.